



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 6 au 10 juillet 2026

Faits saillants

- Japon : les taux des obligations d'État (JGBs) au plus haut depuis 1996
- Japon : forte performance du GPIF en 2025-26 avec un rendement annuel de +16,47 %
- Corée du Sud : perte d'un contrat majeur avec le Canada pour la fourniture de sous-marins

Japon

Macroéconomie

Salaires | En mai, les salaires réels ont progressé de +1,4 % en glissement annuel, marquant un 5^{ème} mois consécutif de hausse, même si leur rythme a ralenti après +2,0 % en avril. Les salaires nominaux ont augmenté de +3,2 %, à 311 165 JPY (1684 EUR) en moyenne par salarié, tandis que les salaires de base ont crû de +3,0 %, signe d'un mouvement salarial plus structurel que les années précédentes. Les résultats définitifs des négociations salariales du printemps 2026 (le *Shuntō*), publiés par le *Rengo* (principale confédération syndicale du pays) confirment une hausse moyenne nominale de +5,01 %, 3^{ème} année consécutive au-dessus de 5 %. Cette dynamique conforte la Banque du Japon dans sa normalisation monétaire progressive, les marchés intégrant désormais une probabilité élevée d'une nouvelle hausse de taux d'ici la fin de cette année. Le gain de pouvoir d'achat reste néanmoins fragile : la hausse des coûts de l'énergie, des importations et des salaires devrait continuer à se diffuser aux prix à la consommation au cours des prochains mois, d'autant plus dans le contexte de l'incertitude quant à la durée du conflit au Moyen-Orient. Concernant le salaire horaire minimum, l'objectif politique de 1 500 JPY (8,1 EUR) de l'heure demeure structurant, mais son calendrier paraît désormais s'éloigner : atteindre ce niveau impliquerait en effet une progression annuelle très soutenue par rapport au salaire minimum moyen de 1 121 JPY (6,1 EUR) fixé pour l'exercice 2025.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 10/07	Var. vs. 03/07
USD/JPY	161,7	-0,06 %
USD/KRW	1 502,5	-1,66 %
Nikkei 225	68 557 pts	-1,70 %
KOSPI	7 475 pts	-7,57 %
JGB 10 ans	2,750 %	-2,2 pbs
KTB 10 ans	4,214 %	+1,8 pbs

Secteur financier

GPIF | Le *Government Pension Investment Fund* (GPIF), considéré comme le plus grand fonds de pension public au monde avec environ 1800 Mds USD d'actifs sous gestion, a enregistré une performance très élevée sur l'exercice fiscal 2025-2026, avec un rendement annuel de +16,47 % et un gain d'investissement de 41 400 Mds JPY, soit environ 223 Mds EUR. Ce très bon résultat reflète principalement les performances des actions japonaises (+34,6 %) et étrangères (+27,2 %), tandis que les obligations domestiques ont pesé négativement (-5,1 %) dans un contexte de remontée des taux japonais. Cette performance illustre à la fois l'effet positif de la hausse du marché boursier et la sensibilité accrue du portefeuille aux mouvements de change et de taux. Elle confirme aussi l'importance du GPIF comme acteur systémique : ses allocations restent en effet un signal majeur pour l'ensemble du marché financier japonais.

Marché boursier | Les actions japonaises ont connu un net accès de volatilité cette semaine : le *Nikkei 225* a fortement reculé le 8 juillet, clôturant à 66 819 points (-2,11 %), avant de rebondir le 9 juillet à 67 744 points (+1,38 %). Le *Topix* a également progressé le 9 juillet, à 4 020 points (+0,35 %). Le rebond du 9 juillet reste toutefois sélectif. En effet, les valeurs liées aux semi-conducteurs et aux technologies ont bénéficié d'un rattrapage après les prises de bénéfices précédentes, mais la largeur de marché demeure fragile : sur le marché principal de la Bourse de Tokyo, 58,9 % des titres ont enregistré un repli, contre 37,6 % une hausse. Le signal est donc moins celui d'un retour généralisé de l'appétit pour le risque que celui d'un rebond concentré sur quelques grandes valeurs technologiques, dans un environnement toujours dominé par la hausse des prix de l'énergie, la remontée des taux et les incertitudes géopolitiques.

Marché obligataire | La tension sur le marché obligataire japonais s'est encore accentuée ces derniers jours. Le rendement des JGBs à 10 ans a atteint 2,88 % le 9 juillet, son plus haut niveau depuis septembre 1996, au terme d'une 9^{ème} séance consécutive de hausse. La pression concerne l'ensemble de la courbe : l'adjudication à 5 ans du 9 juillet s'est faite à un rendement moyen de 2,02 %, confirmant le franchissement d'un seuil symbolique sur les maturités intermédiaires. Cette tension reflète trois facteurs. (i) D'abord, les investisseurs s'interrogent sur la capacité de la Banque du Japon (BoJ) à poursuivre sa normalisation monétaire progressive dans un contexte politique marqué par des annonces budgétaires expansionnistes et par la sensibilité du gouvernement au coût de la dette. Le gouvernement a d'ailleurs cherché à rassurer les marchés en envisageant d'inscrire plus explicitement l'indépendance de la BoJ dans son cadre de politique économique. (ii) Ensuite, la demande domestique reste insuffisante pour absorber sans heurts la réduction progressive du rôle de la BoJ sur le marché obligataire. (iii) Enfin, le regain des prix de l'énergie lié au conflit au Moyen-Orient alimente simultanément les anticipations d'inflation, les inquiétudes sur les finances publiques et les risques de ralentissement pour une économie très dépendante des importations énergétiques.

Marché des changes | Le yen reste sous forte pression. Le 9 juillet, le dollar US s'échangeait autour de 162,3-162,5 JPY, selon les cotations de la Banque du Japon (BoJ), soit un niveau proche de ses plus bas depuis 1986. La faiblesse persistante de la devise reflète le différentiel persistant de taux avec les États-Unis, la dépendance énergétique de l'Archipel, les inquiétudes budgétaires et les doutes sur le rythme de normalisation de la BoJ. Cette dépréciation a désormais des effets visibles dans l'économie réelle : elle renchérit les importations, pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et fragilise les entreprises aux marges limitées (essentiellement les PME). Selon *Tokyo Shoko Research*, les faillites directement imputables à la faiblesse du yen ont atteint 45 cas au 1^{er} semestre 2026, en hausse de plus de +30 % sur un an. Le risque d'intervention de change demeure donc un point de vigilance, même si l'efficacité d'une action isolée serait limitée sans inflexion plus nette du différentiel de taux ou des anticipations de politique monétaire.

Secteurs non financiers

Sécurité énergétique | En réponse aux tensions au Moyen-Orient, la Première ministre a chargé le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) d'élaborer, d'ici la fin août, un plan de renforcement de la résilience énergétique du pays. Des évolutions profondes sont attendues dans le secteur pétrochimique, avec notamment des investissements dans les raffineries domestiques destinés à traiter du pétrole non originaire du Moyen-Orient, ainsi que la mise en place d'un système de stockage stratégique de naphta — un dispositif dont le pays disposait déjà dans les années 1990. De fait, durant la crise, l'approvisionnement en naphta s'est révélé être la principale carence du pays s'agissant de la sécurisation des approvisionnements en produits énergétiques : les capacités de raffinage nationales ne couvrent que 40 % des besoins domestiques, et le recours à des livraisons alternatives — en particulier depuis les États-Unis — s'est accompagné d'une forte hausse des coûts et d'une contraction des volumes de production du secteur pétrochimique japonais. Ce plan devrait également intégrer des mesures spécifiques pour favoriser la relance du nucléaire, (R&D et construction de nouvelles centrales), mais aussi le développement des énergies renouvelables — dans un contexte où l'émergence de grands projets domestiques reste difficile.

Robotique et IA | L'entreprise japonaise *Yaskawa Electric* spécialisée dans l'automatisation et les robots industriels poursuit le déploiement de sa nouvelle usine à Kitakyushu mise en service en juin dernier, où un tiers des robots fonctionnent avec une IA développée avec *Nvidia*. Cette intégration doit permettre de fabriquer douze types de produits sur une même ligne de production (contre trois auparavant). Le groupe *Fanuc*, spécialiste des servomoteurs, a adopté une approche similaire, dévoilant en mai un robot équipé de l'assistant IA Gemini de *Google*, capable d'identifier des tâches à partir de simples instructions écrites. Les deux géants de la robotique multiplient par ailleurs les partenariats technologiques ; *Yaskawa* a ainsi investi dans *Noetra*, un consortium mené par *Softbank* visant à créer un système d'IA souverain. *Fanuc*, *Yaskawa* et *Kawasaki Heavy* ont également annoncé la semaine passée le lancement d'un projet soutenu à hauteur de 2 Mds JPY par l'Organisation pour le développement des énergies nouvelles et des technologies industrielles (NEDO), l'objectif étant de développer un modèle d'IA physique multimodal. Dans le domaine de la robotique, la part de marché mondiale en volume du Japon, qui atteignait 80 % dans les années 1990, n'est plus que de 40 % aujourd'hui ; ce qui en fait néanmoins le 2^{ème} marché mondial. Si les États-Unis et la Chine conservent une avance sur les modèles d'IA, le Japon concentre ses investissements sur l'IA appliquée à l'équipement robotique de précision et aux chaînes d'approvisionnement associées, afin de préserver son avantage comparatif dans le domaine du *manufacturing*.

Automobile | Les ventes de véhicules électriques (VE) au Japon ont connu une nette augmentation au T2 2026 avec plus de 32 000 exemplaires vendus, les véhicules 100 % électriques représentant dorénavant 3,4 % du parc automobile local, leur volume ayant presque triplé par rapport à la même période l'an passé. Bénéficiant de nouvelles subventions en faveur de l'achat de véhicules électriques, octroyées par le gouvernement japonais et le gouvernement métropolitain de Tokyo début 2026, plusieurs constructeurs automobiles dont *Honda*, *Toyota* et *Tesla* ont enregistré des ventes en nette progression par rapport au T2 2025. Parmi les succès commerciaux figurent le modèle *Super-One EV* de *Honda* (60 % des ventes du constructeur dans l'Archipel) et le modèle *bZ4x* de *Toyota*, voiture électrique la plus vendue au Japon. En avril 2026, le gouvernement avait révisé son mécanisme de subvention à l'achat de véhicules électriques neufs, son montant maximal étant rehaussé de 400 000 JPY (2 154 EUR) à 1,3 M JPY (7 000 EUR) par véhicule - différencié selon les modèles. Ce mois-ci, le gouvernement métropolitain de Tokyo a également décidé d'un accroissement des subventions accordées, dont le montant maximal a été passé de 300 000 JPY (1 615 EUR) à 1,3 M JPY – ces subventions

s'ajoutant à celles allouées par le gouvernement. Ces annonces s'inscrivent dans les efforts des autorités à atteindre 100 % de véhicules « électrifiés » d'ici 2035, dans un contexte de concurrence accrue des constructeurs étrangers sur ce segment depuis 2020.

Corée du Sud

Secteur financier

Marché boursier | Le KOSPI a engagé une correction rapide en quelques semaines, reculant désormais de plus de -20 % par rapport à son record du 22 juin, clôturant à 7 525 points le 9 juillet. Ce mouvement, pénalisé par la baisse des valeurs technologiques des grands acteurs du marché – en particulier Samsung Electronics et SK Hynix qui compte pour environ 50 % de la capitalisation boursière – reflète le regain d'incertitude sur le marché de l'IA et les attentes élevées des investisseurs concernant les contrats de long terme des fabricants de puces. Ce fléchissement s'inscrit néanmoins dans un contexte de très forte progression du marché actions sud-coréennes depuis le début de l'année avec une progression de +75 % de l'indice KOSPI. Cette correction du marché intervient quelques jours avant l'introduction de SK Hynix au Nasdaq, qui prévoit d'émettre de 28 Mds à 29 Mds USD en actions, constituant l'une des émissions les plus importantes du secteur des semi-conducteurs. L'opération doit notamment contribuer au financement de nouvelles capacités de production en Corée et à l'achat d'équipements avancés pour la fabrication de semi-conducteurs.

Secteurs non financiers

Défense | Le Canada a finalement choisi l'entreprise allemande TKMS comme fournisseur privilégié pour engager les négociations du *Canadian Patrol Submarine Project*, au détriment de l'offre sud-coréenne portée par le consortium *Hanwha Ocean – HD Heavy Industries*. Cet appel d'offres, présenté comme le plus important marché de défense de l'histoire canadienne, porte sur l'acquisition d'une douzaine de nouveaux sous-marins diesel-électrique destinés à remplacer la flotte sous-marine canadienne vieillissante. Pour *Hanwha*, qui a toutefois été retenue fournisseur de réserve en cas d'échec des négociations entre Ottawa et TKMS, la perte potentielle de ce contrat représente un manque à gagner d'environ 60 000 Mds KRW (39,1 Mds USD) sur 30 ans. À la suite de l'annonce, le cours de son action a chuté de -22,7 %, alors qu'elle promettait plus de 70 Mds CAD (49 Mds USD) de retombées économiques. Ce revers, qui freine les ambitions sud-coréennes en matière d'exportation de son industrie de défense, s'inscrit dans un renforcement de la chaîne d'approvisionnement stratégique entre le Canada et l'Europe. L'annonce intervient alors que le président Lee Jae-myung et le Premier ministre canadien Mark Carney se sont entretenus à Ankara en marge du Sommet de l'OTAN.

Technologies quantiques | Plusieurs entreprises françaises étaient présentes au salon Quantum Korea 2026, organisé du 2 au 4 juillet à Séoul. Ce salon, organisé chaque année par le ministère coréen des Sciences et des TIC (MSIT), constitue un point de rencontre clef pour les acteurs mondiaux du quantique. 56 entreprises issues d'une douzaine de pays, y ont présenté leurs dernières avancées technologiques. Les entreprises françaises *Pasqal* (informatique quantique à atomes neutres), *Quandela* (puces photoniques), *Alice & Bob*, *OVHCloud* et *Welinq* étaient notamment présents dans le cadre d'une table ronde franco-coréenne consacrée aux complémentarités entre les capacités industrielles sud-coréennes et les compétences françaises. En marge du forum, *Pasqal* a signé un protocole d'accord (MoU) avec *MegazoneCloud*, entreprise coréenne spécialisée dans le cloud et l'IA. Cet accord prévoit l'intégration de la technologie QPU (unité de traitement quantique) de *Pasqal* à la plateforme

de *MegazoneCloud*, afin de développer l'utilisation du calcul quantique au sein des entreprises dans les secteurs de la finance, de la logistique, des biotechnologies et de l'industrie manufacturière. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du gouvernement coréen visant à positionner la Corée comme un acteur de premier plan des technologies quantiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr